

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur : Syndicat Mixte du Trégor

**Syndicat Mixte du Trégor
Place O. Krébel – CS 60999
29679 MORLAIX cedex**

OBJET

Marché 2016-10 – Conception d’outils de sensibilisation au risque inondation

**Etabli en application de l’ordonnance 2015-889 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics-
Décret n°2016-360 du 25 mars 2016**

**La procédure utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application des articles 27 du décret 2016-360 et de l’article 42 de
l’ordonnance 2015-889**

Remise des offres : Mercredi 13 juillet 2016 à 12h00



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur.....	3
Article 2 - Objet de la consultation.....	3
2-1-Objet du marché.....	3
2-2-Procédure de passation.....	3
2-3-Forme du marché	3
Article 3 - Dispositions générales	3
3-1-Décomposition du marché	3
3-1-1-Lots.....	3
3-1-2-Tranches	3
3-1-3-Phases.....	3
3-2-Durée du marché - Délai d'exécution.....	3
3-3-Modalités de financement et de paiement	3
3-4-Forme juridique de l'attributaire	4
3-5-Délai de validité des propositions.....	4
3-6-Variantes et options.....	4
3-6-1-Variantes.....	4
3-6-2-Options	4
Article 4 - Dossier de consultation des entreprises	4
4-1-Contenu du dossier de consultation	4
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique.....	4
4-3-Modification de détail au dossier de consultation	5
Article 5 - Présentation des propositions	5
5-1-Documents à produire	5
5-2-Langue de rédaction des propositions	6
5-3-Unité monétaire	6
5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis	6
5-5-Négociation.....	7
Article 6 - Jugement des propositions	7
Article 7 - Renseignements complémentaires	8

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur : Syndicat Mixte du Trégor

Syndicat Mixte du Trégor
Place O. Krébel – CS 60999
29679 MORLAIX cedex
Téléphone : 02 98 15 15 15
Télécopie : 02 98 15 15 20

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Conception d'outils de sensibilisation au risque inondation

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal :

79950000-8 : Services d'organisation d'expositions, de foires et de congrès

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par Procédure adaptée en application de l'article 27 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics.

2-3-Forme du marché

La consultation donnera lieu à un marché à procédure adaptée.

Article 3 - Dispositions générales

La présente consultation fait suite à une première consultation engagée courant avril 2016 et ayant été déclarée infructueuse.

3-1-Décomposition du marché

3-1-1-Lots

Le marché fait l'objet de 2 lots :

- Lot 1 : Conception d'un document de vulgarisation et d'une exposition itinérante
- Lot 2 : Conception d'une maquette en 3 dimensions du bassin versant de la Rivière de Morlaix

3-1-2-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-1-3-Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

3-2-Durée du marché - Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont les suivants :

- Lot 1 : 12 semaines à compter de la notification du marché.
- Lot 2 : 20 semaines à compter de la notification du marché.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article 45-III du décret 2016-360.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

Pour les marchés en procédure adaptée, ce délai court à partir de la remise de la dernière offre en cas de négociation.

3-6-Variantes et options

3-6-1-Variantes

Les variantes par rapport à l'objet du marché sont autorisées. Si le soumissionnaire souhaite proposer une variante, il doit dans ce cas adresser une offre en conformité avec le cahier clauses techniques particulières et une deuxième offre correspondant à la variante.

Pour être prise en compte dans l'analyse des offres, toute variante devra faire l'objet d'un acte d'engagement à part signé. Par ailleurs, afin de juger cette variante, le soumissionnaire fournira les éléments techniques permettant de juger de l'intérêt de la variante proposée ainsi que la décomposition du prix global et forfaitaire de la variante.

3-6-2-Options

Il est prévu des options uniquement pour le lot 2. La décision de lever la ou les options demandées sont du ressort du pouvoir adjudicateur à l'attribution du marché.

Article 4 - Dossier de consultation des entreprises

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le cahier des clauses techniques particulières
- l'Avis de publication de la consultation
- le règlement de la consultation,
- Le cahier des clauses administratives particulières

Pour chaque lot :

- l'acte d'engagement,
- le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire pour l'offre de base et pour la proposition de variante(s),
- les DC1 et DC2.

En cas de soutraitance, le soumissionnaire est invité à télécharger le formulaire DC4 correspondant sur le portail de l'économie et des finances (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article 40 du décret 2016-360, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.megalisbretagne.org>.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Le DCE pourra ensuite être téléchargé au format "Zip".

Nota : des liens vers des outils zips gratuits sont disponibles sur la plate-forme.

Le dossier de consultation pourra être transmis sur demande expresse soit :

- par courriel à l'adresse : contact@syndicat-tregor.fr
- par voie postale à l'adresse :
Syndicat Mixte du Trégor
Place O. Krébel – CS 60999
29679 MORLAIX cedex

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Pour chaque lot, le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- la déclaration du candidat : imprimés conseillés DC1 à compléter et à signer, DC2 à compléter (documents vierges fournis dans le DCE)
- références de la société de moins de 3 ans pour des prestations similaires, le cas échéant
- Pouvoir de la personne habilitée à engager la société

Contenu de l'offre

- **l'acte d'engagement** complété, daté et signé
- **le cadre de décomposition des prix** complété, daté et signé
- **une note méthodologique** :
 - o mettant en avant la méthodologie d'intervention.
 - o identifiant et présentant les moyens humains affectés à l'opération : présentation de l'équipe projet, CV des intervenants.

Le soumissionnaire est invité à consulter le cahier des clauses techniques particulières pour connaître les exigences du pouvoir adjudicateur concernant le contenu de la note méthodologique.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra compléter l'imprimé DC4 disponible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>), détaillant :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement et modalités de règlement du sous-traitant ;
- les références du compte à créditer ;
- les justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article 45 et 48 de l'ordonnance 2015-899.

Conformément aux articles 50 et 51 du décret 2016.360, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899.

5-2-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-3-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions de l'article 40 du décret 2016-360, le pouvoir adjudicateur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.megalisbretagne.org>.

et dans les conditions suivantes :

Pour répondre à un marché en procédure adaptée (MAPA), la signature électronique n'est pas indispensable, le candidat pourra se limiter à saisir l'identifiant et le mot de passe qu'il aura renseignés lors de son inscription, puis cliquer sur confirmer et envoyer.

L'enveloppe doit être un dossier unique au format ".zip" contenant les éléments mentionnés au présent règlement de la consultation. Tous les documents constituant l'offre doivent être concaténés par le soumissionnaire dans un seul et même fichier compatible au format .pdf.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés selon l'horloge de Francfort.

A la réception du dernier octet de la réponse, un jeton d'horodatage cryptographique est généré par la plate-forme. Il donne une date certaine à la réception de l'offre. Un courriel, signé par la plate-forme, précisant la date de réception, est alors envoyé au soumissionnaire.

En cas de réception au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt chaque pli sera considéré comme hors délais.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du 14 décembre 2009 et relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés.

En fin de procédure, le pouvoir adjudicateur signera l'offre électroniquement ou transformera l'offre électronique du soumissionnaire retenue, en offre papier ce qui donnera lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Remise des plis sur support papier :

Les candidats transmettent leur proposition sous pli cacheté portant la mention suivante :

Consultation 2016-10 « Conception d'outils de sensibilisation au risque inondation » - N° de lot - Nom du candidat ou des membres du groupement (précisez l'identité du mandataire) - "NE PAS OUVRIR".

L'enveloppe contient les justificatifs de candidature visés à l'article à l'article 44 du décret 2016-360 et à l'article 51 de l'ordonnance 2015-899 et au règlement de la consultation, ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Les plis devront être remis en main propre contre récépissé ou par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse suivante :

**Syndicat Mixte du Trégor
Place O. Krébel – CS 60999
29679 MORLAIX cedex**

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

5-5-Négociation

Les conditions de négociation sont les suivantes :

Conformément à l'article 27 du décret 2016-360, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à une négociation, y compris par courriel, avec les candidats ayant présenté une offre. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur les prix.

Les candidats sont avertis que la phase de négociation n'est qu'éventuelle et que la personne publique attend d'eux leur meilleure proposition dès la remise des offres.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues aux articles 59 et 62 du décret 2016-360 au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

1. Capacités techniques et financières
2. Références

A l'issue de l'analyse des pièces relatives à la candidature ne seront pas admises :

- les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 ;
- les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles 48, 50 et 52 du décret 2016-360 et dans l'arrêté JORF n°0076 du 31 mars 2016;
- les candidatures qui ne présentent pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes

Critères de jugement des offres :

1. Valeur Technique au vu de la note méthodologique (pondération : 60) évaluée sur la base de 2 sous-critères :
 - méthodologie d'intervention (75%)
 - moyens humains (25%)
2. Prix (pondération : 40)

Les prix pour cette prestation sont globaux et forfaitaires. Ils sont détaillés au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs

Le critère prix sera apprécié au regard des prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

En cas de discordance constatée dans une offre entre les montants portés à l'acte d'engagement et ceux portés sur le bordereau de décomposition des prix, seul les montants portés à l'acte d'engagement prévaudront et feront foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition du prix global et forfaitaire pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

1) Renseignements administratifs

Correspondant : Hélène LE ROY

Adresse :

Syndicat Mixte du Trégor
Place O. Krébel – CS 60999
29679 MORLAIX cedex

Téléphone : 02 98 15 15 15

Télécopie : 02 98 15 15 20

Courriel : directionadm@syndicat-tregor.fr

2) Renseignements techniques

Correspondant : Clément LE SAUX

Adresse :

Syndicat Mixte du Trégor
Place O. Krébel – CS 60999
29679 MORLAIX cedex

Téléphone : 06 85 60 69 64

Télécopie : 02 98 15 15 20

Courriel : papi@syndicat-tregor.fr